



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**
AFGHANISTAN



COMPTE-RENDUS DE LA JOURNEE SUR LA COOPERATION EN SANTE DANS LE CADRE DES 100 ANS D'AMITIE FRANCO-AFGHANE

Lundi 14 novembre 2022

Campus Santé de l'Université Lyon 1 – Site Rockefeller

Rédaction

Co-Présidentes et organisatrices p2

Médecins et pharmaciens afghans ayant participé p25



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTITUT
FRANÇAIS
AFGHANISTAN



COMPTE-RENDU DE LA JOURNÉE SUR LA COOPÉRATION EN SANTÉ DANS

LE CADRE DES 100 ANS D'AMITIÉ FRANCO-AFGHANE

Lundi 14 novembre 2022

Campus Santé de l'Université Lyon 1 – Site Rockefeller

1. Accueil des participants

Co-Présidentes :

Dr Dominique Marcel-Chatelain, Institut des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques de Lyon, Lyon1, Coordinatrice de la coopération universitaire franco-afghane en santé à l'université Lyon 1
Mme Florence Adnet Cavallé, Responsable des Relations Internationales, Hospices Civils de Lyon (HCL)

2. La coopération hospitalo-universitaire entre Lyon et Kaboul

✓ Mots D'accueil

Pr Anne Giroir-Fendler, Vice-Présidente Mobilité Internationale, Université Lyon1

Accueil des participants au nom du Président de l'Université et rappel de la coopération menée par l'Université Claude Bernard Lyon1, les Hospices Civils de Lyon et l'Université de Kaboul, initiée en 2002.

Cette coopération a été initiée afin d'aider à la reconstruction du système de soins afghan et à la consolidation des compétences de professionnels afghans par l'organisation d'accueils d'étudiants et de professionnels afghans à Lyon et de missions d'experts lyonnais en santé à Kaboul.

Présentation de la journée et remerciements au MEAE, et à la Région Auvergne Rhône-Alpes pour le soutien financier apporté à l'organisation de cette journée.

✓ Mots d'ouverture

M. Philippe Marquis, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE)

Rappel de l'anniversaire des 100 ans de la convention signée le 9 septembre 1922 entre la France et l'Afghanistan pour la création de la Délégation Archéologique Française en Afghanistan (DAFA) qui travaille, depuis cette date, en coopération avec leurs homologues afghans. Cette signature a eu lieu en amont de la coopération diplomatique qui a suivi.

Message de soutien de l'Ambassade de France en Afghanistan, repliée à Paris, pour continuer cette coopération très importante.

Décision du MEAE de célébrer cette année les 20 ans de la coopération en Santé démarrée en 2002.



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTITUT
FRANÇAIS
AFGHANISTAN



Rappel de l'importance des actions en santé menées en Afghanistan ces vingt dernières années et constat de l'évanouissement de ce soutien lors de la prise de Kaboul par les talibans en août 2021.

Ce constat oblige à réinventer de nouvelles modalités de coopération qui répondent aux demandes actuelles de nos collègues afghans, de la population afghane et de conforter les acquis en termes de formation. La formation reste un axe majeur de la politique du MEAE, avec des bourses pour continuer à travailler avec l'Afghanistan, mais aussi envisager le futur, pour recommencer à faire des formations en Afghanistan et à remettre en place ce qui a été déconstruit depuis août 2021.

Transmission d'un message d'espoir et volonté de continuer à travailler ensemble par une démarche de confiance mutuelle.

Attente du MEAE d'avoir des retours sur les projets de coopération à envisager pour le futur.

Pr Gilles Rode, Doyen de la faculté de Médecine Lyon, Université Lyon 1

Rappel du sens de cette coopération pour les facultés de santé de l'UCBL, de l'échange mutuel et de l'enrichissement réciproque.

Rappel des valeurs propres à la recherche médicale et à l'enseignement médical telles que la promotion de la santé, la promotion de la santé publique et plus généralement la défense de la personne humaine. Ces valeurs fondatrices restent aujourd'hui toujours vivantes et posent la question des conditions qui permettront de poursuivre le lien qui existe dans cette coopération entre la France et l'Afghanistan, entre les facultés de santé et les facultés de Kaboul au service de la personne humaine.

Pr Philippe Paparel, Doyen de la faculté de Médecine Charles Mérieux Lyon Sud, Université Lyon 1

Présentation de l'action du Dr Charles Mérieux et de son ouverture au monde et rappel de la mobilité des étudiants à l'international et de la continuité de cette ouverture par la faculté.

Pr Claude Dussart, Directeur de l'Institut des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques de Lyon (ISPB), Université Lyon 1

Importance de cette journée qui souligne les intérêts de la coopération en santé qui est un trait d'union et qui permet de recréer du lien.

Il y a une tradition lyonnaise de la coopération internationale en santé avec la transmission de compétences et la création de nouvelles générations de pratiques qui se nourrissent des échanges et de la co-construction.

Il faut continuer à élaborer une coopération dans le soin, l'enseignement et la recherche dans le domaine de la santé.

- ✓ Histoire de la coopération
 - Avant et en 2002
 - De 2002 à 2005

Dr Frédéric Tissot, Ancien conseiller à l'ambassade de France à Kaboul, Ancien Consul général de France au Kurdistan d'Irak



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**
AFGHANISTAN



Arrivé à Kaboul le 30 novembre 2001 suite au départ des talibans le 14 novembre, avec François Crémieux et Bernard Kouchner, Ministre de la santé.

Suite à cette mission, M. Kouchner a écrit aux HCL pour les solliciter sur une première mission hospitalière en Afghanistan. Celle-ci sera effectuée par M. Robert Hanskens, Mme Michèle Bermudez et M. Pier-Jean Blasquez, le 18 décembre 2001.

Hommage à Sœur Myriam et Sœur Chantal, petites sœurs de Jésus arrivées 1955 à Kaboul et qui ne l'ont jamais quitté.

En mars 2002, rencontre à Lyon avec le Pr Jean-François Cier qui avait mis en place la coopération lyonnaise à Kaboul dès 1963, avec le Pr Domitien Debouzie, Président de l'Université Claude Bernard, Pr Etienne Tissot et M. Hubert Julien Laferrière, Maire Adjoint de Lyon, délégué aux relations internationales pour initier la coopération en santé.

Dès 2002, mise en place de la Cellule santé de l'Ambassade de France à Kaboul et travail conjoint avec le Vice-Ministre de la Santé afghan.

Travail avec les ONG françaises et financement de leurs actions.

Participation active du Dr Claude Dumurgier, chirurgien Général, qui collabore avec l'hôpital Ali Abad de Kaboul, recherche de postes de FFI à Lyon pour les médecins afghans, dont le Dr Najeeb Bina, aujourd'hui chirurgien cardiaque pédiatrique à l'Hôpital Necker.

Pr Jean-François Pasquier, en mission dès 2002 à l'Hôpital Malalai (hôpital des femmes à Kaboul) en lien avec le Dr Nafisa Naseri, gynécologue obstétricienne (actuellement réfugiée en Turquie).

Beaucoup de missions d'enseignements (au nombre de 120 incluant celles de Rodez et de Montpellier entre 2002 et 2020) réalisées par les médecins, les chirurgiens, les pharmaciens et des professionnels de la transplantation sanguine.

Actions demandées par l'OTAN et selon les priorités définies par M. De Villepin à savoir : l'agriculture et la santé.

Travail avec les ONG, qui n'étaient pas toujours d'accord avec la politique de l'Etat français.

Depuis le 15 août 2021 et les événements tragiques qui ont eu lieu à Kaboul, des questions peuvent se poser sur la pertinence éthique, politique des actions menées, privées ou publiques en fonction des priorités définies par le gouvernement afghan.

Quelle est la responsabilité de la communauté internationale, de la France, celle des français, de chacun de nous dans l'échec constaté en Afghanistan ? La question reste posée.

Pr François Locher, ancien directeur de l'ISPB, Université Lyon 1

1962 Première faculté de Pharmacie impliquée à Kaboul : Nancy, et première enseignante-chercheuse, Pr Suzanne Besson sur invitation du Doyen Saïd de Kaboul, impliqué dans la naissance de la Faculté de Pharmacie de Kaboul en 1969.

Participation du Pr Nétien de la faculté de pharmacie de Lyon 1 au début des années 70. Remarque : un pavillon de la faculté de Lyon1 porte son nom.



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**
AFGHANISTAN



40 ans plus tard, relance de la coopération pharmaceutique universitaire franco-afghane à la demande du Dr Frédéric Tissot en interface avec l'ISPB-Faculté de Pharmacie de Lyon. Le Pr Christian Collombel, ancien doyen et Dominique Marcel-Chatelain, MCU, Présidente de la commission Relations Internationales de l'ISPB, réalisent la première mission de relance de la coopération dès juillet 2002.

Signature le **3 février 2003** à Kaboul d'un accord de coopération hospitalo-universitaire concernant la pharmacie entre la faculté de pharmacie de Kaboul, la faculté de pharmacie de Lyon, l'hôpital Ali Abad et les Hospices Civils de Lyon.

Cette convention « pharmacie » prévoit la participation d'enseignants de l'ISPB-faculté de pharmacie de Lyon, de praticiens hospitaliers (pharmacie et biologie) et d'internes en pharmacie (pharmacie et biologie) aux activités d'enseignements et de soins au sein de la faculté et des hôpitaux universitaires de Kaboul, avec en particulier une aide dans les domaines ciblés par nos interlocuteurs afghans.

Accueil en France de pharmaciens afghans, pour des formations de master et pour des stages hospitaliers de longue durée.

Création du site web : <http://lyon-kaboul.univ-lyon1.fr/index.htm>

En septembre 2013, affectation de Dominique Marcel-Chatelain comme Expert Technique International, à l'Ambassade de France à Kaboul pour deux années au tant que conseiller auprès du vice-ministre de l'enseignement supérieur au Ministère de l'Enseignement Supérieur Afghan.

✓ Récits/Témoignages - 2005-2022

L'ensemble des intervenants afghans ont remercié la France pour son soutien à la remise en place et l'amélioration du système de soins en Afghanistan depuis 2002.

Faculté de Pharmacie de Kaboul, Afghanistan

Pr Hadji Naimi

Ancien enseignant à la Faculté de Pharmacie de Kaboul

Doctorat en microbiologie de Lyon1, grâce à une bourse du gouvernement français, après avoir réalisé un stage de 9 mois en microbiologie et en infectiologie, puis obtenu un Master en 2011. Retour en Afghanistan pour enseigner.

Arrivé en France en janvier 2021 dans le cadre de sa thèse, n'a pas eu la possibilité de repartir en Afghanistan le doctorat obtenu. Actuellement réfugié, sans emploi. Espoir que la coopération continue sous une forme à définir.

Pr Karim Tutakhail

Ancien enseignant à la Faculté de Pharmacie de Kaboul

Grande douleur exprimée par rapport à ce qui a été perdu.

Témoignage de sa vie dans les camps pakistanais pendant les conflits afghans et de son retour en Afghanistan début 2000.

Obtention d'un master puis d'un doctorat de Paris-Saclay. Retour en Afghanistan avec un grand espoir de renouveau



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**
AFGHANISTAN



Tristesse profonde, ses espoirs se sont éteints à nouveau en 2021.

Actuellement à Paris -Saclay, réalise un travail de recherche, financé par le programme PAUSE.

Pr Muzhda Haem

Assistante professeure à la Faculté de pharmacie à Kaboul et membre académique de la faculté de Pharmacie avant l'arrivée des talibans

Actuellement en 2^e année de doctorat à l'UCBL.

Elle a bénéficié de bourses du gouvernement français dans le cadre de la coopération Lyon Kaboul.

Remerciements au MEAE, Ambassade de France en Afghanistan, l'UCBL, Facultés de pharmacie et de Médecine de Lyon, le Pr Monneret, les membres de l'association LyKaSanté et Dr Dominique Marcel-Chatelain pour leur fort soutien.

Espoir que cette coopération reprenne sous une forme à définir.

Université des Sciences Médicales de Kaboul, Afghanistan

Dr Samad Omar

Rappel du déroulé de la coopération française en Afghanistan et dernière signature de l'accord de coopération UCBL, HCL, Université de Kaboul en 2019. Mais hélas il n'y a plus de gouvernement en Afghanistan. Il est actuellement difficile de recommencer des coopérations.

Depuis 2002, les médecins qui sont venus se former en France ont permis d'améliorer la prise en charge clinique des patients afghans

Demande pour reprendre les coopérations. Aujourd'hui il y a 5 médecins à Kaboul qui sont francophones et qui attendent pour venir en France se former. Comment peut-on les aider ?

Dr Shams Dezhad

Ancien professeur de chirurgie thoracique à l'Université médicale de Kaboul

Bénéficiaire de la bourse du gouvernement français et stage à l'Alliance Française.

Stage de 1 an en 2015 en chirurgie cardiaque chez le Pr Fadi Farhat à l'hôpital cardiologique des HCL puis 1 an en cardiologie congénitale chez le Pr Jean Ninet.

En 2017, création d'un service de chirurgie cardiaque au sein de l'Université des Sciences Médicales de Kaboul.

De 2017 à 2021, opérations de plusieurs malades de cardiopathies congénitales et vasculaires à Kaboul.

Gratitude au Dr Marcel Chatelain et au Pr Céruse qui l'ont sélectionné à Kaboul pour venir à Lyon se perfectionner et lui ont trouvé un poste de FFI à Lyon.

En 2021, exfiltration par l'armée française, comme d'autres de ses collègues médecins et pharmaciens.

Dr Najeeb Bina

Chirurgien cardiaque à l'hôpital français de Kaboul.

Arrivé il y a 13 ans pour un internat pendant 5 ans et diplômé de l'école de chirurgie française.

Remerciements au Pr Philippe Céruse pour son soutien.



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTITUT
FRANÇAIS
AFGHANISTAN



Témoignages de 2 pharmaciens et de 2 médecins de Lyon1 qui ont réalisé des missions à Kaboul

Pr Jérôme Guitton, Institut des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques de Lyon, Université Lyon1 et Hospices Civils de Lyon et **Pr Florence Morfin**, Institut des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques de Lyon, Université Lyon1 et Hospices Civils de Lyon

Remerciements à la cellule Santé du MEAE à Kaboul à cette l'époque pour l'organisation de toutes ces missions. Retour sur les conditions de voyage exceptionnelles en 2003.

Mention des sept internes qui ont réalisé un semestre validant à Kaboul, leur courage est souligné.

Souvenir marqué de l'extrême motivation des étudiants afghans et des nombreuses questions pendant les cours.

Mise en route du laboratoire d'analyses de la Faculté de pharmacie avec beaucoup d'équipements financés par la Région.

Dans les laboratoires hospitaliers, présence de beaucoup de matériels envoyés par des pays souhaitant participer à la reconstruction, mais inutilisés car pas de consommables, ou sans compétence pour les faire fonctionner.

Pr Jérôme Guitton : « Tout le monde y a cru et a joué le jeu ».

Ce sont des expériences uniques qui ont été vécues par tous.

Pr Philippe Céruse, Université Lyon 1 et Hospices Civils de Lyon

De 2006 à aujourd'hui coordinateur des actions des HCL à Kaboul, missions régulières à Kaboul, pendant 8 ans, une à deux missions par an.

Coopération santé ancienne à Kaboul avec collection d'échantillons médicaux « en français » datant des années 50 à l'Hôpital Maïwan de Kaboul.

Développement d'une coopération importante avec des médecin, chirurgiens et universitaires à Kaboul et à Lyon.

Enseignement sur place et au lit des patients, des opérations par des équipes afghanes et lyonnaises.

Leçons pratiques et cours d'enseignement théoriques.

Acheminement de matériel via l'Association Lyon-Kaboul Santé, en médecine, chirurgie et pharmacie.

A la fin du partenariat décidée par les HCL, le Pr Céruse a continué à faire des missions avec la Chaîne de l'Espoir en ORL accompagné de collègues médecins spécialiste en anesthésie. En 2014, mission avec le Pr Piriou, signature du renouvellement de l'accord de coopération.

La fin des missions en Afghanistan sera décidée ensuite par les HCL, ce qui sera suivi de celle décidée par l'université Lyon 1.

Importance de la qualité des relations humaines à Kaboul et de la convivialité.

De grandes amitiés sont nées dans cette coopération.

Malgré 40 ans de guerre quasi non-stop, ce pays a toujours su se reconstruire, aller de l'avant et réussir à tirer son épingle du jeu, autant que faire se peut.

Message d'espoir et d'avenir adressé aux enfants afghans et souhait de regarder de l'avant.



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTITUT
FRANÇAIS
AFGHANISTAN



Pr Jérôme Honnorat, Université Lyon 1 et Hospices Civils de Lyon

Mission en neurologie en novembre 2002, questionnement sur la pertinence de cette mission, avec très peu d'enseignement au final, car beaucoup de tension sur place, ce qui a généré des fermetures de la Faculté. Beaucoup de rencontres intéressantes, confraternelles, d'amitié.

Cours à l'université avec traduction par le Dr Latif (remarquable traducteur) et beaucoup de questions pendant les cours. Niveau très élevé des étudiants remarqué.

Consultations de patients sur des pathologies disparues ou rarissimes en France (exemple : poliomyélite, et abcès tuberculeux), très enrichissantes.

Chacun des intervenants a exprimé le très fort souvenir qu'ont laissé leurs séjours dans les institutions afghanes et leurs échanges avec leurs collègues afghans très volontaires dans leur souhait de se perfectionner et de participer à l'amélioration des formations et des soins.

✓ Etat des lieux - Discussion

Quelles réponses apportées aux personnes encore bloquées à Kaboul ?

M. Marquis

Information sur le MEAE et sur les suites possibles de la coopération santé en Afghanistan : la France n'a pas reconnu les autorités actuellement en place donc il est très difficile d'envisager une coopération immédiate. Toutefois la France participe avec les pays européens au programme d'aide d'urgence et d'aide alimentaire.

Mais il y a un domaine sur lequel il existe toujours une coopération, c'est celui des formations pour accueillir des étudiants boursiers en France. La volonté du Ministère est de privilégier les jeunes femmes étudiantes qui sont encore en Afghanistan, afin de les mettre en sécurité ; avoir un processus de bourses continu. Ceci pour le maintien de la formation et la protection des gens formés. La France aide depuis le début la population même si elle n'a pas toujours travaillé avec les autorités. Et aujourd'hui elle prépare l'avenir du « monde d'après » avec le maintien du soutien à la formation. Dans le contexte actuel les ONG ont un rôle majeur en Afghanistan.

Comment une politique de « la chaise vide » peut améliorer la situation des afghans ?

Ne rien faire est la pire des solutions, il faut trouver et élaborer la bonne solution avec nos moyens actuels.

Organisation de la cellule Afghanistan en France, passage de 40 personnes à 2 personnes : M. l'Ambassadeur et M. Marquis, donc beaucoup de travail. Cependant le MEAE a souhaité maintenir une présence diplomatique, même s'il n'y a pas de reconnaissance des autorités.

Communauté afghane en France : le Dr Samad Omar propose d'être le point de contact des professionnels présents médecins et pharmaciens.



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**
AFGHANISTAN



Dr Pierre Dubernard : Témoignage sur son service militaire à l'Hôpital Ali Abad comme interne en chirurgie de décembre 1968 à avril 1970.

En 1919 lien historique entre Edouard Herriot et le fil du souverain Amanoula, qui faisait ses études en France.

1968 des internes en pharmacie de l'Institut Pasteur ont travaillé en Afghanistan.

Comment aider l'Afghanistan : prise de parole de médecins et pharmaciens afghans présents en France.

Demande d'un soutien du MEAE et de l'UCBL.

Dr Shams, chirurgien cardiaque : Le problème actuel est d'arriver à trouver un poste en France, pour ceux qui passent les épreuves de vérification des connaissances (EVC) et pour ceux qui les ont obtenus.

Grande difficulté au niveau administratif : nombreuses démarches et longue attente.

Un autre médecin afghan en chirurgie digestive qui a travaillé avec le Pr Beaulieu témoigne de ses difficultés à trouver du travail en tant que médecin.

Témoignage d'un médecin biologiste en France depuis sept 2019 : Difficulté pour travailler en France, les examens sont difficiles du fait de la barrière de la langue. Le risque est de perdre les compétences des professionnels afghans du fait de ces difficultés et perdre ainsi un potentiel de professionnels afghans pour l'avenir.

Mme S. Hassani, a obtenu un master à la faculté de pharmacie de Lyon en 2015.

Témoignage : vient d'un village en Afghanistan. Remerciements pour l'obtention d'une bourse et pour sa formation à Lyon.

Depuis 2016 : consultante en industrie pharmaceutique et Lean Management dans la société de conseil "CADUCEUM" basée à Lyon.

Actuellement en mission chez Sanofi, en tant que "Coordinatrice Qualité"

Voix des femmes afghanes qui ne peuvent plus travailler et ne peuvent plus étudier, elles perdent ainsi leurs compétences et de l'espoir pour l'avenir. Il faut encore essayer de les aider et de les faire venir en France.

En changeant la vie d'une femme on construit l'avenir.

Volonté exprimée de trouver une solution ensemble HCL-UCBL

Pr Guitton : Comment aider et garder un lien avec l'Afghanistan ? Comment mettre en place des cours entre Afghans présents en France et ceux restés à Kaboul ? Importance de garder le lien avec les facultés de médecine et de pharmacie.

Conclusion

Difficultés exprimées par les professionnels afghans à trouver des postes et à gérer les processus administratifs obligatoires en France.



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**
AFGHANISTAN



Nécessité d'accompagner chaque demandeur sur le chemin de l'obtention de la validation des compétences et des acquis et sur celle des équivalences. D'où l'intérêt d'avoir un interlocuteur unique pour les professionnels afghans afin de faire passer des éléments de réponse qui seront connus de tous.

Possibilité d'intervenir en Afghanistan : le fait d'avoir des autorités non reconnues par la France et des principes de libertés bafoués qui sont condamnés par la France sont deux éléments importants et bloquants pour une possible intervention institutionnelle à Kaboul.

De plus, aujourd'hui, les HCL et l'UCBL n'ont plus de lien avec les responsables universitaires à Kaboul même.

Donc intérêt d'avoir les témoignages des associations qui interviennent encore sur place, leurs retours d'expériences et leurs conditions d'exercice.

Est-ce que les enseignements à distance, évoqués précédemment comme une possibilité pour rester en contact avec Kaboul, seraient possibles à mettre en place ? Ou autres ?

Témoignages de 5 ONG

Leurs présentations concernent leur travail actuel en Afghanistan, les difficultés rencontrées.

3. Handicap International (HI)

M. Thomas Hugonnier, Directeur Moyen-Orient et Asie Centrale

HI présent en Afghanistan depuis 1996 en permanence.

En 2010 M. Hugonnier a passé 4 ans en Afghanistan, il était expatrié et avait d'autres fonctions.

Il y est retourné pendant 1 mois en octobre 2022 et a constaté beaucoup de désarroi depuis août 2021.

Camp de réfugiés à Kandahar, appareillage et travail sur les conséquences des mines anti personnelles.

Puis développement des activités similaires à Hérat.

Travail en soutien des services hospitaliers afghans mais aussi des réseaux communautaires sur les activités de prévention des risques liés aux mines, avec le développement de volontaires locaux qui soutiennent les activités de HI depuis 20 ans.

Travail sur la promotion des droits des personnes handicapées auprès des ministères afghans, avec une convention internationale à respecter et aussi sur le droit des victimes des mines anti personnelles.

Stupeur suite au coup d'arrêt en 2021 qui a bouleversé les équipes d'expatriés et les locales, mais qui finalement n'a pas empêché sur le long cours la continuité du travail mené sur place.

Une adaptation a réussi à se mettre en place avec les autorités sur place.

Point positif : au fil du temps les équipes afghanes utilisent les outils mis en place par HI pour le suivi de leurs activités et demandées par les bailleurs de fonds.

Depuis 2021, l'adaptation s'est faite par la mise en place d'équipes mobiles pour répondre à de nouveaux besoins, sur la base du package HI avec des physiothérapeutes et des agents sociaux. Ceux-



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**
AFGHANISTAN



ci travaillent sur les risques sociaux et la santé mentale ainsi que sur les risques dus aux mines principalement.

Développement d'une plateforme logistique à Hérat avec Atlas Logistique pour faciliter l'accès et l'acheminement d'aide auprès des autres opérateurs comme le Centre De Crise et de Soutien qui finance une partie de ces activités, sur Hérat notamment.

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/le-centre-de-crise-et-de-soutien/>

Poursuite des programmes historiques mis en place par HI et lancement, sur Kandahar et Hérat, d'un programme de formation en kinésithérapie d'étudiants avec 140 diplômés dont une parité femme /homme. Cette année encore il y a une nouvelle vague d'étudiants. Grande motivation des étudiantes, mais grande déception sur les possibilités de travail ultérieurement.

L'objectif est que les jeunes formés repartent dans les communautés rurales dont ils sont originaires pour apporter leurs compétences.

Aujourd'hui il est impossible de formaliser des partenariats avec le Ministère de la Santé, car il y a une interdiction des bailleurs internationaux européens de formellement s'engager dans des partenariats avec une autorité qui est sous le coup de sanctions internationales.

Toute la stratégie de collaboration est à revoir : il faut considérer les autorités du pays comme des partenaires opérationnels, car rien ne peut être fait sans elles. Cependant, les autorités sont très difficilement impliquées dans des partenariats plus formels, et cela a mis un coup d'arrêt à ces logiques de coopération.

Présentation du Centre de réadaptation physique à Kandahar démarré en 1996, avec des professionnels présents depuis 26 ans.

Des challenges existent par rapport aux financements internationaux, dont beaucoup se sont arrêtés car ils passaient par les autorités afghanes.

Aujourd'hui, seule l'aide humanitaire d'urgence reste possible, mais il est difficile de parler d'urgence sur un centre de 26 ans, donc il y a un travail de sémantique à faire pour maintenir les actions : « Long Term Solution » à la place de « development » ; Mémo à la place de Memorandum Of Understanding...

Par ailleurs HI est aussi exposée à des sanctions si elle ne respecte pas les sanctions internationales liées à la lutte contre le terrorisme.

Prise de risque au quotidien, et difficulté majeure à transférer des fonds car l'Afghanistan est sorti du système financier international. Il n'y a plus de système bancaire accessible aux banques européennes!

Les pays européens financent HI et parallèlement mettent en place des sanctions qui empêchent HI de mettre en œuvre les projets qu'ils financent !

Au niveau local les barrières administratives et les contraintes sont importantes avec une autorité balbutiante (donne un aspect risible et pathétique aux prises de décision). Volonté exprimée de rentrer dans un cadre, mais au quotidien c'est un enfer avec des demandes croisées paradoxales entre Kaboul et les provinces. Il y a beaucoup de contrôle et une ingérence permanente dans les zones d'intervention, sur les bénéficiaires (pourquoi une personne non handicapée ne peut pas bénéficier d'un projet de HI ?).

Perte de beaucoup de temps et d'énergie, beaucoup de frustration.



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**
AFGHANISTAN



Mais l'engagement reste le même de la part de HI, avec une reconnaissance afghane des actions menées historiquement.

Cette présence historique donne de la crédibilité à HI auprès des autorités, avec 400 personnels afghans qui ont en moyenne 13 ans d'ancienneté à HI (contre 4 à 5 ans au niveau mondial).

Aujourd'hui il existe beaucoup d'opportunités dans les déplacements à l'intérieur du pays « instant de grâce » pour les structures humanitaires, même si les ONG sont parfois la cible de certaines personnes, mais cela peut changer très vite avec l'Etat Islamique.

Cela permet d'initier de nouveaux projets partout en Afghanistan, pour préparer ce qui va suivre, même si, à ce jour, personne ne sait ce qui va suivre, et il reste difficile d'être optimiste vu la dégradation du pays.

Grands remerciements aux collègues afghans toujours présents en Afghanistan.

Discussion

Choix actuels de présence de HI dans des villes historiques : il y a 26 ans, les besoins étaient identifiés aux frontières.

Difficultés rencontrées par le personnel féminin, le gros problème est le déplacement à Kaboul et dans les zones rurales (déplacement interdit à plus de 50km de sa zone urbaine).

Autorité identifiée avec laquelle les intervenants peuvent parler : uniquement le Ministère de la Santé.

« Code de conduite des ONG » suite à un meeting avec plusieurs ministères et AKBAR agence de coordination des ONG en Afghanistan. Une des responsables a évoqué le fait que : « Le texte, avant, était à brûler, maintenant il est inacceptable, mais on va le signer quand même... »

Texte rempli d'entraves sur les principes de base des interventions et sur l'indépendance d'action, les ONG vont devoir faire avec ce code de conduite, négocier tous les mots, faire des alliances. Il ne sera pas appliqué de la même manière au niveau central et au niveau provincial.

Remarque : Un temps important va être passé à discuter de l'application ou non de ce code de conduite.

Beaucoup d'ONG ont dû quitter l'Afghanistan car n'avaient pas fourni les rapports d'activité du mois précédent. Il y a un risque réel d'éviction des ONG internationales alors que certaines ONG locales sont plus enclines à respecter les directives des autorités, mais auront-elles les capacités de faire le travail toutes seules ?

HI compte beaucoup sur l'historique de leur présence et la forte implication des Afghans et des autorités locales, et aussi le fait que ces dernières ne sont pas localisées à Kaboul. Mais rien n'est certains à ce jour.

4. Chaîne de l'Espoir

Sophie Tran, Responsable zone Asie à la Chaîne de l'Espoir

Dr Najeeb Bina, Chirurgien cardiaque franco-afghan, Chef de service de chirurgie cardiaque à l'hôpital français de Kaboul et actuellement PH à l'hôpital Necker et travaille avec la Chaîne de l'Espoir



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**
AFGHANISTAN



Mme Tran : Programme de santé de la Chaîne de l'espoir en chirurgie cardiaque pédiatrique, avec la construction de l'hôpital français en 2004.

Premier partenariat public/privé avec la Fondation Agha Kahn, le gouvernement afghan, gouvernement français et la Chaîne de l'Espoir

Développement des actions de formation, approvisionnement de l'hôpital et accès aux soins de santé aux populations les plus vulnérables.

Agha Kahn gère le fonctionnement de l'hôpital. La Chaîne de l'Espoir coordonne l'action médicale.

Avant le gouvernement apportait un soutien financier pour l'accueil des populations défavorisées et un appui pour la fourniture d'eau et d'électricité.

Le gouvernement français, apportait un soutien à la formation du personnel et aux besoins techniques de l'établissement.

6 avril 2006, première chirurgie à cœur ouvert en Afghanistan à l'hôpital français de Kaboul.

Dr Bina : description de sa sélection pour venir se former en France en chirurgie cardiaque.

Mme Tran : sur 8 ans la Chaîne de l'espoir a procédé par étapes avec le développement de médecine pédiatrique et de chirurgie pédiatrique, avec la mise en place de la formation des professionnels médicaux et paramédicaux qui sont ensuite devenus autonomes dans la plupart des spécialités.

2011 : projet d'extension dédié à la gynécologie obstétrique et à la pédiatrie néonatale.

Et en 2016, ce dernier projet a vu le jour avec une soixantaine de lits et la première réanimation néonatale, avec toujours un accès aux soins de santé aux populations les plus vulnérables.

Modèle économique privé, payant, mais avec une situation de plus en plus dégradée pour la population.

Depuis août 2021 la situation a fortement empiré.

Projet d'un pavillon des femmes et des enfants, maison d'accueil pour les enfants qui viennent de province et qui ont besoin d'une opération chirurgicale.

Travail avec un réseau de partenaires qui interviennent dans les 34 provinces, ces partenaires sont le Ministère de la Santé, des ONG internationales et locales, qui réfèrent des patients. La maison est aussi un lieu d'accueil pour les femmes et les accompagnants, avec une prise en charge sociale complémentaire et psychosociale si nécessaire.

Depuis août 2021, l'activité a triplé.

250 opérations par mois, gratuites, soit 60 à 70% de l'activité de l'hôpital général de Kaboul.

Maintien de la présence sur place et missions régulières.

Depuis 2006 à 2021 : 1,5 millions de patients pris en charge (consultations + chirurgie), 30 000 opérations non cardiaques, 6 000 opérations cardiaques

1 000 salariés, et 169 lits dont 15 lits de réanimation néonatale, 15 lits de réanimation pédiatrique et 10 lits adultes.

Formation de spécialistes sur place, avec actuellement 25 internes afghans sur place.

Mais beaucoup de professionnels sont partis depuis 2021, avec un phénomène constant. Le challenge est d'éviter la fuite des cerveaux. Ce qui limite fortement la prise en charge.

La relation avec les nouvelles autorités est très compliquée, avec dès le départ une pression très forte sur le réseau Agha Kahn qui gère l'hôpital pour baisser la tarification, ce qui était demandé depuis longtemps par la Chaîne de l'Espoir.



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**
AFGHANISTAN



Avec une réduction des soins qui atteint 50% sur les services externes et 30% en moyenne sur tous les coûts d'hospitalisation.

Travail actuel sur la chirurgie mais aussi sur la malnutrition.

La Chaîne de l'Espoir s'inscrit dans la continuité des actions passées, avec des ajustements sémantiques pour les bailleurs, dont un financement par le Centre de Crise français, mais c'est du court terme.

Reste la mission de soin avant tout, mais avec 40 départs de professionnels de l'hôpital depuis 2021.

En priorité, organisation de missions de formation par des professionnels français, et volonté de mobiliser plus de personnes l'année prochaine. Mais difficulté du fait de la pression sur le secteur hospitalier en France pour mobiliser des professionnels sur des durées plus longues.

Ciblage de spécialités : chirurgie cardiaque, cardiologie interventionnelle pédiatrique, anesthésie réanimation.

Nouveauté : accompagner l'hôpital dans le montage d'une unité de renutrition pour répondre aux demandes - rapprochement avec ACF, du cluster nutrition, et du département du Ministère de la Santé. Projet pilote avec 15 lits de renutrition.

Appui à la formation post doctorale compliqué car départ des professionnels, et grande difficulté de vie et d'exercice des internes sur place.

Accompagnement à distance par des webinaires pour des cours en visioconférences, mais difficile à maintenir sur la durée.

Séance « e-cause », échographie cardiaque réalisée en live pour avoir un 2^e avis (pour Afghanistan et autre pays).

Aujourd'hui, il n'y a plus de soutien financier des autorités afghanes. Mais beaucoup de pression en routine. Par exemple les autorités voulaient choisir qui suivraient les cours en post doctorat. Relations très compliquées.

Formation en distanciel : mais sur perspective courte. Logistiquement possible, et pas de censure.

Toutes les 2-3 semaines, il y a des échanges en chirurgie cardiaque « e-cause », malgré la fuite des cerveaux (participation de François Sassolas à Lyon).

Dr Bina réalise des cours par Zoom une fois par semaine.

Discussion

Le terrain de l'hôpital appartient au gouvernement afghan et a été mis à disposition de la Chaîne de l'Espoir pour le bâtiment pédiatrique pour une durée de 30 ans depuis 2017.

Phase 3 de l'hôpital pour les adultes et le terrain a été prêté à l'Agha Khan pour 50 ans.

Prix très cher par rapport au coût de la vie, mais la Chaîne de l'Espoir a son propre programme pour faire des soins gratuits.

Critères médicaux pour la prise en charge des enfants avec une évaluation sociale et économique.



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**
AFGHANISTAN



Beaucoup de professionnels sont partis et songent à partir. La Chaîne de l'Espoir leur garde leur place au cas où ils souhaiteraient revenir.

La Chaîne de l'Espoir a adapté les financements en redistribuant ceux des actions qui ne pouvaient plus être menées vers l'utilisation de fonds pour l'accueil des populations défavorisées. Par ailleurs, la Chaîne de l'Espoir a des bailleurs institutionnels, mais aussi privés, ce qui lui donne une liberté d'action.

Il n'existe plus de relations avec les facultés à Kaboul, il y a eu un changement radical des contacts sur place.

Proposition de faire le lien avec les professionnels afghans à Lyon pour travailler avec la Chaîne de l'Espoir pour faire des formations aux côtés des professionnels de l'hôpital de la Chaîne de l'Espoir à Kaboul.

Projet à construire en lien avec les HCL et l'UCBL pour l'organisation de formations en distanciel, par les professionnels afghans à Lyon et la Chaîne de l'Espoir.

5. Médecins Sans Frontières

Mme Sylvie Cusset, Infirmière puéricultrice à MSF depuis 1979

Présence pendant 4 ans au Badakhchân lors de la guerre contre les soviétiques entre 1984 et 1989.

MSF présent depuis 1981 jusqu'en 2004, ensuite départ après l'assassinat de 4 de ses membres et est revenu en 2009.

MSF actuellement en Afghanistan :

MSF Paris : Projet à Hérat et Bamyan et un soutien psychologique à des maternités de province

MSF Amsterdam, Bruxelles et Barcelone : ont aussi des projets répartis sur différentes villes.

MSF France à Hérat : support de consultations pour les moins de 5 ans et formation en puériculture proposée dès l'entrée à l'hôpital.

Soutien par rapport au problème de nutrition avec un centre ambulatoire de nutrition et un centre de nutrition intensif (86 lits et 3 unités de soins intensifs).

Service de réanimation de 10 lits, avec la pédiatrie en forte augmentation.

La rougeole est très présente, une campagne de vaccination est réalisée.

En renfort sur un centre pour traiter les malades de la Covid19.

Priorité sur le soin materno-infantile, le planning familial, la vaccination et la formation.

Attentif, avec les homologues afghans, à la sécurité des patients et à la qualité des soins, la promotion de la santé pour son amélioration. Essai d'avoir un impact sur le maximum de la population.

Développement d'un laboratoire, d'une banque de sang, de la radiologie et d'un support psycho-social.



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**
AFGHANISTAN



Sur l'ensemble de MSF France : 650 personnels nationaux, 20 personnels internationaux et un budget de 9,7 millions d'euros venant des états et des institutions., utilisés avec une certaine indépendance. 670 000€ sur l'urgence rougeole.

Rapports décents avec les Talibans car ils savent que si MSF part, ils vont être en difficulté, donc ils laissent travailler MSF et aussi travailler les femmes.

But de MSF : formation du personnel local et augmentation des compétences tout en restant à l'écoute.

Difficulté d'appropriation des traditions et des spécificités culturelles quand on ne parle pas la langue pour être en adéquation avec les us et coutumes.

Gestion des stocks et des approvisionnements pour soutenir les ONG locales.

Renforcer les formations et développer les opportunités de formations mutuelles.

En 2022 à Bamiyan : ouverture d'une maison familiale avec, entre autres, consultation anténatale, accouchement, écoute et réparation des violences sexuelles, test VIH, test tuberculose...

A Dasht-e-Bâchi : formation de sage-femme et lobbying pour leur intégration ensuite au niveau ministériel et local.

Un seul représentant MSF sur place pour tous les MSF au niveau international (une personne qui tourne).

La négociation a porté sur le fait que si les talibans refusent que les femmes (infirmières, sages-femmes) travaillent, MSF s'en va. Les talibans ont accepté.

Projet en cours de développement sur la pédiatrie et anténatal.

Sur Hérat et Bamiyan, volonté de mettre en place un projet de santé mentale avec les équipes sur place. Également souhait de mettre en place un projet solaire.

Commentaires du Dr Dubernard sur l'importance de parler la langue, ce qui change complètement les relations, notamment pour les consultations avec les femmes.

6. Médecins du Monde

M. David Annequin, Responsable de la cellule Urgence

MDM présent depuis 1982 en Afghanistan dans plusieurs régions et à Kaboul.

Montage de postes de santé jusqu'au début des années 2000.

Depuis les années 2000, deux projets montés pour les usagers de drogues à Kaboul : prise en charge sociale, médicale, psychologique.

En 2012, fermeture du bureau à Kaboul, fin d'un cycle.

En 2021, retour en Afghanistan, après une mise en relation par le MEAE.

Evaluation des besoins sur Kaboul et programme d'appui à un hôpital de district dans Kaboul.

Petite équipe de MDM dans cet hôpital dont le cœur d'activité est la santé materno-infantile.

Conduite d'autres évaluations dans le pays.

Reçu de manière très correcte par les autorités talibanes.



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTITUT
FRANÇAIS
AFGHANISTAN



MDM intervient sur la santé primaire et le soin. Au niveau du Ministère de la Santé l'intérêt porte plutôt sur la santé secondaire ou tertiaire, donc les liens et les discussions se font plus avec les autorités provinciales. Mais ce n'est pas évident, beaucoup de corruption, beaucoup de rotation de personnels (8 mois de coopération avec un hôpital, 6 directeurs différents).

Problème de pérennité des actions avec, à chaque directeur, des nouveaux axes, des nouvelles demandes et des nouvelles exigences. Fébrilité au niveau de ces postes à responsabilité à tous les niveaux.

Les sanctions qui s'appliquent actuellement sont criminelles, avec l'arrêt du jour au lendemain des aides internationales et la sortie du système bancaire.

Plaidoyer de MDM sur ce système de sanctions.

Quel que soit l'avis sur les talibans, ces sanctions ne fragilisent pas le pouvoir en place mais impactent très fortement la population.

Pendant l'évaluation des besoins, très fortes demandes d'un soutien psychologique de la population, ouvertement sollicitée par les afghans hommes, femmes, enfants.

M. Ernst Wisse, Référent Réduction des Risques à MDM

Travaille sur la réduction des risques dans le cadre de l'usage de drogues.

La drogue est très présente dans la société, mais avec une estimation très difficile du nombre d'usagers.

Il y a beaucoup de transmission des maladies par le sang avec les injections et notamment du VIH et de l'hépatite.

Il existe 22 fois plus de risques d'attraper le VIH et l'hépatite chez les drogués par rapport au reste de la population

C'est un problème car c'est une population cachée, alors que les soins existent pour ces maladies. La situation est extrême à Kaboul avec des personnes qui meurent de maladies bénignes, mais sans aucun soins reçus.

Les usagers de drogues sont des personnes stigmatisées qui sont très souvent déplacées par les autorités.

La réduction des risques pratiquée par MDM est basée sur une réponse de santé publique et essaie d'adapter des réponses pragmatiques. MDM va rencontrer les gens, les considère comme des êtres humains et essaie de voir jusqu'où ils peuvent aller avec cette personne.

C'est-à-dire : donner des seringues neuves, des préservatifs, mettre en place une démarche holistique, avec les recommandations de l'OMS et un support psychosocial. Les usagers sont partout, MDM intervient pour faire la distribution de seringues et inviter les usagers à venir dans les centres, avec des négociations permanentes avec la police.

Si la démarche de réduction des risques est apportée tôt dans une société, il est possible d'éviter les difficultés. En Afghanistan ce n'est pas le cas.



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTITUT
FRANÇAIS
AFGHANISTAN



MDM intervient pour le droit d'accès à la santé, quelle que soit la personne, même si elle est considérée comme criminelle, ce qui est le cas en Afghanistan, avec des camps de traitement, où les personnes sont attachées à leur lit.

MDM définit toujours avec les personnes quelles sont leurs priorités (manger ?) ; travaille avec la communauté, sur place ; s'interroge souvent sur qui sont les bénéficiaires du programme de MDM.

MDM plaide pour la décriminalisation des usagers de drogues.

Il faut aller vers les bénéficiaires, car les bénéficiaires ne peuvent pas venir à MDM.

L'Afghanistan est un des premiers producteurs d'héroïne au monde, surtout l'héroïne brune, de très bonne qualité. Mais maintenant il y a beaucoup de méthamphétamine présente sur le marché et les modèles d'intervention sont différents.

En 2009/11, 8% de la population avait un usage de drogue problématique.

Dans le centre de MDM, dans le cadre d'un projet pilote avec 200 drogués, ces usagers peuvent se reposer et avoir accès à des médecins, des psychologues et bénéficier de l'introduction de la méthadone.

Ce programme a été bloqué rapidement par le Ministère de la Santé afghan.

MDM était parti d'Afghanistan, mais le projet a été repris par des associations locales et finalement 3 500 personnes ont eu accès à la méthadone (molécule de substitution favorisant le sevrage) avant l'arrivée des talibans, (60 personnes y avaient eu accès lors du départ de MDM) et aujourd'hui 1 500 personnes ont accès à cette molécule, mais la possibilité de revenir à 3 500.

Depuis août 2021, MDM est revenu en Afghanistan pour le renforcement des structures de santé actuelles, mais très vite le sujet des usages de drogues est revenu.

Le contexte demeure très compliqué avec beaucoup de méthamphétamine qui circulent et des personnes dans des états de santé extrêmement dégradés.

Par ailleurs, il y a beaucoup de violences subies dans les centres de désintoxication afghans, avec présence de blessures qui s'infectent.

Dans les zones où les usagers vivent (quartiers extrêmement pauvres, sous les ponts, près des décharges), ils n'ont aucune prise en charge et restent exclus de la société. Beaucoup de morts y sont dénombrés. Les personnes sont très souvent déplacées par les autorités.

Les talibans ont chassé les usagers des lieux de squats habituels et maintenant ils sont dans toute la ville, d'où la difficulté actuelle de pouvoir aller à leur rencontre.

Il y a beaucoup de difficulté pour limiter la dissémination des seringues usagées partout dans la ville et elles sont facilement accessibles aux enfants. Des actions sont mises en place pour les ramasser, mais cela reste limitée.

M. Wisse a l'impression que le problème du nombre des usagers de drogue a augmenté à Kaboul, mais c'est très difficile à évaluer.

Pour le suivi, il y a des usagers de drogues qui font partis des hotspots, qui amènent les professionnels de MDM dans les lieux.



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTITUT
FRANÇAIS
AFGHANISTAN



En 2012, la stratégie était l'introduction de la méthadone. Aujourd'hui, tout est à reconstruire. MDM peut essayer de s'adapter au contexte difficile actuel mais ne peut pas mener des actions nécessaires à la place des autorités.

La Covid : maladie impossible à contenir à ce stade.

Les personnes sont déjà dans des états tellement dégradés que la Covid est assez secondaire.

MDM essaie de mettre en place des stratégies pérennes qui resteront en place quand ils partiront du pays. Par exemple, l'introduction de la méthadone a été intégrée dans le système de santé afghan du ministère.

Si on voit la dépendance comme une situation qui pourrait être éradiquée, cela ne fonctionne pas. Il faut des solutions pour ramener les gens dans la société. La méthadone est le médicament de substitution qui les aide à re-structurer leur vie, la dépendance diminuera petit à petit.

La prise de méthadone peut être un traitement à vie mais la personne traitée pourra reconstruire sa vie.

De même avec les seringues neuves, elles sont données pour que les usagers ne s'injectent pas de maladies avec les seringues usagées.

Il y a aussi des programmes de désintoxication mais souvent ne fonctionnent pas du tout.

Les talibans veulent maintenir la méthadone comme traitement, mais ce serait à mettre en place sur une échelle plus large.

Il y a des femmes enceintes sous méthadone, avec des bébés très atteints à la naissance.

Le problème de la drogue remonte à 50 ans en arrière en Afghanistan.

La position officielle des talibans est d'être contre la culture du pavot, mais dans la réalité c'est un revenu important pour le pays...

Si la personne trafique l'opium avec une transformation en héroïne c'est la peine capitale, mais si c'est uniquement la culture, elle est acceptée par les autorités.

Toutes les activités de MDM sur les risques liés aux travailleurs du sexe n'existent plus, c'est une ligne rouge inacceptable pour les talibans.

Sur le sujet de l'injection de drogue, il n'y a pas de position des talibans, car c'est un problème qui touche tout le monde de près ou de loin en Afghanistan.

Si le choix des talibans est de faire de la désintoxication de masse, c'est un problème de privation de droits humains, et MDM espère que ce ne sera pas cette solution qui perdurera.

Quand quelqu'un subit une détoxification, il y a une probabilité 3 fois plus élevée que la personne meurt d'une overdose en sortant du centre. Et les personnes qui se droguent de nouveau après le traitement dans un centre sont encore plus stigmatisées.

Beaucoup de monde en Afghanistan travaille pour la production de drogue.

La méthamphétamine se produit facilement dans de très nombreux petits laboratoires.

Les drogués à ce produit de synthèse sont beaucoup plus « speed » que les drogués à l'héroïne, avec des troubles psychologiques beaucoup plus violents car cette drogue les empêche de dormir pendant plusieurs jours.



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTITUT
FRANÇAIS
AFGHANISTAN



Il y a un grand besoin d'informer par exemple par des visioconférences qui pourraient être faites de France à destination des facultés de santé et pharmacie afghanes sur la problématique de l'usage des drogues et les moyens de lutter contre.

Discussion générale

Comment est-il possible d'aider les afghans accueillis en France à trouver un travail dans leurs domaines de compétences ?

Pour les réponses à apporter aux demandes spécifiques des professionnels afghans en France, il est nécessaire de considérer les cas de façon individuelle en fonction des cursus, des compétences et des lieux de résidence actuelle.

Information sur les obtentions des équivalences :

Etrangers groupe A français ou UE : concours avec classement (note plus de 12)

Etrangers groupe B (Afghans) : examen d'équivalence des savoirs et compétences, nécessité d'avoir la moyenne (=10). Ce processus est le même pour tous et n'est pas dérogatoire pour les afghans.

Comment peut-on continuer à avoir des liens avec l'Afghanistan et utiliser les compétences des afghans en France pour aider les collègues en grande difficulté ?

Il faut connaître les priorités demandées en Afghanistan, et définir des objectifs réalisables.

Comment travailler avec les ONG présentes en Afghanistan et indépendantes du positionnement de la diplomatie française ?

Les afghans réfugiés en France n'ont pas le droit d'aller en Afghanistan même dans le cadre d'une ONG.

Comment continuer la coopération ?

Aujourd'hui il n'est plus possible de travailler dans le cadre des accords passés car il n'y a plus d'interlocuteurs identifiés à Kaboul. Il faut créer autre chose et profiter du fait que l'on se connaît pour créer un autre modèle de coopération. Lequel ?

Un travail conjoint entre les professionnels afghans en France et avec les ONG peut permettre de maintenir des liens avec les professionnels afghans à Kaboul, comme par exemple ce qui est fait par la Chaîne de l'Espoir ou avec des associations qui ont une indépendance d'action par rapport aux institutions.

L'association Lyon-Kaboul-Santé peut être aussi mobilisée.

Etat énoncé : c'est compliqué pour les afghans en France, mais c'est beaucoup plus compliqué pour ceux qui sont encore en Afghanistan.

Les afghans présents dans la salle souhaitent créer un réseau professionnel entre eux ; avec **un point de contact unique : le Dr Samad Omar**. Souhait **d'établir le lien avec les ONG** et connaître leurs attentes comme le besoin en ressources humaines spécifiques en France pour la mise en place de visioconférences et de formations.



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTITUT
FRANÇAIS
AFGHANISTAN



Pour le passage des **Examens de Validation des Compétences (EVC)**, il faut contacter le **Centre National de Gestion (CNG)** qui intervient pour le compte du Ministère de la Santé et qui gère l'exercice de toutes les professions de santé, dont médecins et pharmaciens. Le CNG intervient aussi pour l'internat.

Pour les praticiens hors UE, c'est le CNG qui a la main sur les modalités de concours et la chronologie de ceux-ci.

Il faut rassembler les questions afin d'interroger le CNG, pour avoir des réponses.

Après, en Région, ce sont les ARS qui pourront intervenir.

Une fois que les EVC sont passés, c'est au médecin de trouver un poste disponible pour compléter les pratiques.

La difficulté est qu'au final, les postes reposent sur un **choix local d'un chef de service prêt à accueillir** un professionnel afghan avec lequel il travaillera pendant 2 ans et mettra en place un dispositif de compagnonnage afin de lui permettre d'exercer en France après ces 2 ans de perfectionnement.

Ce n'est ni l'ARS, ni le CNG qui va se positionner sur cet accueil.

Il faut trouver localement un chef de service. Cela nécessite que l'on identifie qui sont les praticiens en attente et dans quelle ville un praticien recherche un professionnel dans une discipline donnée. Cela va faciliter la mise en relation.

Il faut mettre en relation le demandeur et le receveur et ce sont ensuite des discussions de professionnel à professionnel qui s'établiront.

Il faut que les discussions soient menées soit avec des universitaires, soit avec des responsables de collège, pour faire de la mise en relation. Celle-ci se fait spécifiquement pour chaque discipline. Et il convient d'identifier qui peut recommander le professionnel afghan concerné.

L'ARS n'interviendra pas et ne sera pas responsable de ces échanges.

Des questions sont aussi soulevées sur le fait qu'il n'y a pas, à ce jour, des examens pour devenir pharmacien hospitalier.

La proposition est faite de mettre des informations et des liens sur le site web de LyKaSanté.

7- Association Afrane

M. Simon Cannone

Afrane n'intervient pas dans le domaine de la santé, mais intervient dans le domaine de l'éducation. C'est une ONG franco-afghane créée dans les années 80. Au départ pour la formation de professeurs dans les petites écoles, la construction d'écoles et de bâtiments pédagogiques, la dotation de matériels pédagogiques, la construction de latrines pour l'hygiène des enfants.

Depuis août 2021, Afrane a dû se réorienter dans les activités car elle était financée essentiellement par l'AFD.



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTITUT
FRANÇAIS
AFGHANISTAN



Les financements de la France ne doivent plus se diriger vers des projets de développement en Afghanistan, mais uniquement sur l'urgence, donc aujourd'hui Afrane fait de la distribution alimentaire dans les écoles publiques qu'ils assistaient depuis plus de 20 ans.

Une partie des équipes d'Afrane, travaillant depuis 5 à 10 ans avec cette ONG, ont obtenu des visas et sont maintenant réfugiées en France. **Afrane a mis des formations en ligne avec les professionnels des écoles en Afghanistan, avec la volonté de développer cette activité.** Actuellement ce sont des vidéos mises à disposition en ligne (type Youtube), mais avec, à terme, la volonté de créer un site web.

D'autres associations sont financées par le Centre de Crise. Elles font des cours en ligne avec des ressources et des outils pédagogiques déposés en ligne, avec la possibilité de les télécharger, ce qui est facilitant par rapport à un réseau internet instable.

La volonté est de réaliser des visio, mais les connexions ont un faible débit et sont instables dans les villes et quasi inexistantes dans le milieu rural.

Les contraintes culturelles et les infrastructures complexifient la mise en œuvre de ces projets.

Beaucoup de problème de suivi de ces activités, car les autorités font beaucoup d'ingérences. Il faudrait signer un MOU avec les autorités, mais à ce jour Afrane, pour des raisons éthiques, se refuse à le faire.

Il y a quelques retours par les écoles, mais les professeurs sur place ont peur, donc ils ne le font pas régulièrement.

Afrane continue à faire de la distribution alimentaire, car la démarche a été enregistrée auprès des ministères concernés. Mais pour tout ce qui n'est pas enregistré, les afghans ont extrêmement peur, car ils sont surveillés en permanence et n'interviennent pas en dehors de ce qui est validé par les autorités.

Afrane ne communique pas sur ce qui est réalisé en dehors de la validation des autorités.

Le seul retour est le nombre de connexions sur les vidéos.

Pour l'obtention des autorisations par les autorités, c'est du cas par cas en fonction des liens historiques.

Il y a très peu de coordination entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux, ce qui peut être un avantage, mais peut aussi changer très rapidement.

Les écoles créées par Afrane ont été remises au gouvernement Afghan et Afrane n'a aucun pouvoir sur la gestion de ces écoles.

Avant mars 2022, les cours avaient repris pour les filles, mais aujourd'hui ce n'est plus possible.

Certaines écoles gérées par des ONG et indépendantes des autorités, accueillent encore des filles.

Il existe toutefois des écoles clandestines, informelles qui sont connues mais sur lesquelles les autorités n'interviennent pas.



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTITUT
FRANÇAIS
AFGHANISTAN



Evocation du Père Serge de Beaurecueil qui a pris en charge les enfants des rues à Kaboul il y a plus de 20 ans.

Remerciements à Emmanuel Delloye au MEAE qui a facilité la coopération Lyon-Kaboul.

Intervention d'un ingénieur polytechnique de Kaboul, qui a fait un doctorat en France, sur les difficultés rencontrées aussi en dehors du domaine de la santé, pour trouver un poste et avoir une reconnaissance de ses compétences en France.

8-Message de clôture

M. Patrick Déniel, Secrétaire Général des Hospices Civils de Lyon

Rappel de l'accueil de la délégation afghane en 2019 pour le renouvellement de l'accord-cadre. A cette époque il a constaté le lien fort des équipes lyonnaises avec les équipes afghanes autour de la santé, médecine, pharmacie et les sciences.

Ce qui nous réunit aujourd'hui, c'est la mémoire, la solidarité et la générosité, dans une relation interactive entre français et afghans, qu'ils ont su nouer au long cours sur finalement 100 ans.

L'Afghanistan, carrefour des civilisations, traverse de nouveau des bouleversements et une situation difficile, mais on sent aussi l'énergie et la force des afghans.

Cette journée avait pour objectif d'apprécier ce qu'il est possible de mettre en place ensemble pour continuer à faire vivre cette coopération.

En France, il existe des perspectives pour l'emploi des professionnels de santé afghans accueillis depuis aout 2021. A travers les HCL, l'UCBL et les référents de la coopération, nous avons la possibilité de **faciliter la mise en relation** qui permettra de trouver des solutions aux situations individuelles.

Ce n'est pas simple car les demandes sont nombreuses et ne concernent pas que les ressortissants afghans, et toutes les situations sont identiques vis-à-vis des difficultés rencontrées. Mais nous avons aussi une obligation de pérenniser cette coopération avec l'Afghanistan.

Pour continuer à aider les afghans sur place, malgré les contraintes locales et internationales évoquées plus tôt, il y a des propositions à faire en lien avec les ONG et les afghans présents en France, et avec le soutien des universités.

Il y a des besoins nouveaux qui existent en Afghanistan, du fait du décalage entre l'espoir initial et ce que vivent aujourd'hui les afghans ; ainsi il est nécessaire de leur montrer que nous restons attentifs



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTITUT
FRANÇAIS
AFGHANISTAN



à leur situation, que nous essayons de continuer à les soutenir et leur redonner des perspectives d'avenir.

Notre volonté est de réaffirmer la fraternité entre nos deux nations, la solidarité et saluer le courage des afghans en France et le courage qui s'impose à la population afghane en Afghanistan.

Message d'espoir pour l'avenir.

Merci pour cette organisation et la participation à cette journée qui était un moment important pour cette coopération.

9- La journée s'est clôturée par la représentation théâtrale de la Troupe de comédiennes afghanes *Afghan Girls Theater Group* au théâtre Astrée de Lyon 1

Pr Jean-Marc Chovelon, Chargé de mission Culture à Lyon 1

Accueil des spectateurs dans ce théâtre localisé au sein de l'université - explique le contexte de cette représentation.

M. Simon Meyer, Chef de Projet Capitale Française de la Culture 2022 - Mairie de Villeurbanne

Présente la troupe de comédiennes afghanes et explique qu'elle est en résidence au Théâtre National Populaire de Villeurbanne (TNP) ; et accueillie conjointement à Lyon au Théâtre National Général et à Villeurbanne, avec le soutien des deux municipalités.

La troupe a exprimé son grand remerciement à la coopération française pour avoir favorisé au sein de l'Institut Français de Kaboul le développement de l'art et de la culture afghane et son immense regret et sa très grande tristesse quant à la situation actuelle.

Elle a également remercié le TNP et le TNG pour leurs actions présentes d'accueil mais aussi pour les aider et les soutenir à continuer à travailler et étudier le théâtre.

Florence Adnet-Cavaillé et Dominique Marcel-Chatelain

Décembre 2022



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTITUT
FRANÇAIS
AFGHANISTAN



Compte-rendu
des afghans médecins et pharmaciens ayant participé à
la célébration des 100 ans d'amitié Franco-Afghane
14 novembre 2022

Coopération dans le domaine de la Santé

Enoncé des éléments abordés et des points remarquables au cours de la réunion de célébration des 100 ans d'amitié Franco-Afghane le 14 Novembre 2022 à l'université Lyon 1

Débat et discussion

- **Questions quant à la coopération hospitalo-universitaire et aux projets de santé**
Comment continuer les actions de coopération décrites dans l'accord signé en 2019 et d'une durée de validité de cinq années ?
Comment élaborer les aides humanitaires pour l'Afghanistan particulièrement dans le secteur de la santé et de l'enseignement supérieur ?
- **Questions quant à l'aide aux anciens boursiers Afghans maintenant en France et leurs difficultés**
Comment aider les médecins et les pharmaciens ayant le statut de réfugié en France dans leur recherche d'emploi, création d'emploi, validation de leurs diplômes afghans, reconnaissance de leurs diplômes français (master, doctorat) et formations supplémentaires pour améliorer leurs capacités professionnelles, et trouver un emploi ?

Les remarques et décisions

Il s'agit de maintenir une communication entre collègues et de favoriser l'intégration professionnelle



- **Mise en place d'un réseau des anciens boursiers afghans en France.**

Actuellement un groupe de WhatsApp rassemble les anciens boursiers afghans résidant en France. Ce réseau effectue la communication entre les membres. En cas de nécessité les représentants du groupe établissent la communication avec les collègues en Afghanistan et en France.

L'association Lyon-Kaboul-Santé est une association constituant une autre référence permettant les communications entre collègues œuvrant dans le domaine de la santé, afghans et français.

- **Réalisation des activités de coopération**

Une activité possible et pratique peut être effectuée : par exemple organiser des Visio- conférences pour les étudiants des universités en Afghanistan ou pour aider à promouvoir la connaissance et la compétence des professionnels de santé au sein des services médicaux en Afghanistan.

La Chaîne de l'Espoir, qui a une expérience dans le domaine de la transmission des connaissances en utilisant les Visio- conférences organisées depuis la France vers Kaboul, sera sollicitée.

- **Intégration professionnelle**

Les diplômés afghans en France sont prêts à passer les épreuves nécessitant leurs intégrations professionnelles. En cas de difficulté pratiques, nous solliciterions probablement une aide auprès des HCL, de Lyon-Kaboul-Santé, de l'Agence Régionale de Santé, Centre National de Gestion, le conseil de l'ordre des médecins, le conseil de l'ordre des pharmaciens, le ministère de la santé et celui de l'enseignement supérieur et de la recherche et des ONG.

Les démarches à suivre pour obtenir une équivalence de diplôme et être autorisé à exercer sont décrites ici

<https://www.professionmedecin.fr/medecins-etrangers/diplome-hors-ue/#:~:text=m%C3%A9decins%20de%20France,-.Vous%20devrez%20pour%20obtenir%20une%20reconnaissance%20de%20votre%20titre%20de,l'accord%20international%20en%20question.>